



## Document d'orientation (Avril 2011)

### Investir dans le secteur de l'élevage aux fins de stimulation de la croissance économique en Afrique : Justifications et priorités

Par S. Nouala\*, U. Pica-Ciamarra+, J. Otte# and A. N'guetta\*

Le présent document d'orientation diffusé par ALive est le résultat d'un processus auquel ont été associés les principaux opérateurs de la filière du développement de l'élevage en Afrique subsaharienne.

#### Table des matières

Messages clés	1
Introduction	2
L'élevage dans la macroéconomie	2
L'élevage dans l'économie domestique	3
La demande des produits d'origine animale	5
La fourniture des produits d'origine animale	6
Le rôle déterminant des petits éleveurs et des échanges commerciaux intra-régionaux dans le développement du secteur de l'élevage	7
Conclusions	8
Références	9

La présente publication est disponible en version électronique sur le site internet <[www.alive-online.org](http://www.alive-online.org)>

\*UA-BIRA, Nairobi

+FAO, Division de la production et de la santé animales, Projet conjoint de la Banque mondiale, de l'ILRI et de la FAO sur la constitution de nouvelles données sur l'élevage

#Division de la FAO chargée de la production et de la santé animale

## Messages clés

- L'injection des ressources dans le secteur de l'élevage peut jouer un rôle déterminant dans le développement économique, la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire en matière de Développement en Afrique..
- Les investissements qui tendent à privilégier l'assistance de petits éleveurs plutôt que l'aide aux gardiens de bétail 'marginaux' peut contribuer à mieux rentabiliser la productivité du bétail et engendrer la croissance économique et la réduction de la pauvreté à travers plusieurs voies.
- La promotion des échanges commerciaux intra-régionaux de produits d'origine animale, basée sur les avantages comparés des pays et des régions est d'une importance fondamentale pour la création des marchés rémunérateurs et convenablement dimensionnés pour les petits éleveurs de bétail et permet d'assurer l'avènement d'un développement durable du secteur de l'élevage axé sur les règles du marché.



## 1. Introduction

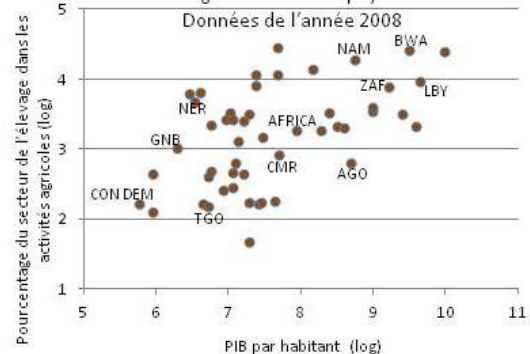
Le secteur de l'élevage est en mesure de jouer un rôle important dans le développement économique de l'Afrique subsaharienne. Malheureusement, en raison des comportements de négligence à connotation politique, la contribution du secteur de l'élevage à la croissance économique, à la réduction de la pauvreté et, en règle générale, à la réalisation des Objectifs du Millénaire en matière de Développement est pratiquement marginale. Le présent document d'orientation propose des éléments concrets tendant à confirmer que les investissements du secteur privé et des organismes publics dans le secteur de l'élevage peuvent générer des retombées consistantes sur le plan de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté si toutefois : (1) ces investissements sont orientés vers l'assistance de petits éleveurs en vue de permettre à ces derniers d'améliorer la productivité de leur bétail et non vers les initiatives hasardeuses d'encadrement de la vaste gamme de gardiens de bétails marginaux<sup>1</sup>, (ii) les investissements concernés ciblent les échanges commerciaux d'animaux vivants et de produits d'origine animale à l'intérieur du continent africain, au lieu de tenter la pénétration des marchés internationaux à forte valeur.

## 2. L'élevage dans la macroéconomie

La contribution du secteur de l'élevage dans la valeur ajoutée des produits agricoles dans les pays africains est de l'ordre de 20 à 50% - avec une moyenne continentale de 26% - et deviendrait dans les années à venir, selon les prévisions, le contributeur le plus important de l'ensemble du secteur agricole, en raison du fait que le développement économique est fortement tributaire de la demande croissante des denrées alimentaires de grande valeur, au nombre desquelles les produits carnés et laitiers. Dans les pays développés, le secteur de l'élevage constitue effectivement la moitié du produit intérieur brut (PIB) généré par l'ensemble des activités agricoles (voir les Statistiques de la FAO, 2011).

<sup>1</sup> Par petits éleveurs de bétail, il faut entendre les agriculteurs dotés de connaissances et de ressources suffisantes qui leur permettent de produire et de vendre leurs excédents de produits carnés et laitiers lorsqu'ils bénéficient d'un cadre politique et institutionnel approprié. Par éleveurs marginaux, il faut entendre les familles dotées d'un cheptel présentant une masse critique insuffisante pour produire de manière régulière un excédent de leur bétail, et pour qui le travail est le principal atout.

**Fig. 1.** PIB par habitant et pourcentage de la valeur ajoutée du secteur de l'élevage dans les activités agricoles dans les pays africains.



Dans les pays en développement, et plus particulièrement dans les pays africains, la contribution de l'élevage à l'agriculture est estimée en deçà de sa valeur réelle. Le mode de calcul du produit intérieur brut (PIB) généré par le secteur de l'élevage ne prend strictement et uniquement en compte que la valeur de la production, à l'exclusion de bien d'autres services que procure le bétail, au nombre desquels, le transport, la force de traction, l'assurance et l'épargne. Ces services analysés dans la perspective des pays en développement où les producteurs de bétail ne constituent qu'une minorité parmi les paysans spécialisés représentent une valeur très importante. A travers ses calculs, par exemple, Behnke (2010), parvient à la conclusion que la contribution de l'élevage à la formation du produit intérieur brut de l'Éthiopie devrait être revue à la hausse à raison de 30%, si la valeur des services de transport fournis par le bétail était prise en compte dans les critères d'estimation.

Par ailleurs, les avantages secondaires tirés de la production animale le long de la chaîne de valeur et la création d'emplois qui s'en suit sont, d'une manière générale systématiquement ignorés. Roland-Holst et autres. ( dans la publication du Rapport de la FAO, à paraître) estiment que dans les multiplicateurs du secteur de l'élevage en Afrique sub-saharienne - mesurés en fonction de l'effet cumulatif de 1 dollar américain (US\$) de dépenses supplémentaires sur l'ensemble des revenus des ménages nationaux – équivalent en moyenne à 2,9 dollars américains (US\$) dans la production primaire du bétail et à 5,9 dollars américains dans le processus de transformation des produits d'origine animale. Mieux, en dépit du fait que, dans la plupart des pays africains,



l'élevage constitue un accélérateur de croissance économique nettement supérieur aux produits agricoles, aux fruits et légumes et aux secteurs de l'industrie et des services, les avantages générés par la croissance du secteur de l'élevage sont en général plus également répartie en raison d'un réseau de liens indirects qui prévalent dans la filière des activités de distribution, de transformation et de commercialisation.

Dans une analyse rétrospective, Pica et autres. (2008) trouvent, entre le développement du secteur de l'élevage et la croissance économique dans 18 des 20 pays africains qui ont fait l'objet de l'enquête, une relation de cause à effet significative sur le plan statistique. Cette relation, autorise d'affirmer avec certitude que l'augmentation de la valeur ajoutée par unité de bétail tropical (UBT) est un accélérateur de la croissance du PIB par habitant. Dans l'ensemble, l'amélioration de la productivité agricole, notamment dans le secteur de l'élevage, entraîne, de manière quasi automatique, une forte baisse des prix des denrées alimentaires, ce qui profite directement aux pauvres et génère un excédent de produits et de facteurs qui peuvent être exportés du secteur de l'agriculture vers les autres activités économiques, et donner ainsi un coup de fouet à la croissance économique et la lutte contre la pauvreté (voir par exemple, Tiffin et Irtz, 2006).

### 3. L'élevage dans l'économie domestique

En Afrique, l'élevage constitue l'un des patrimoines les plus fréquents des familles du monde rural. Les

données continentales les plus récentes accessibles au grand public, publiées par l'ILRI en 2002 grâce à la superposition des données sur la population et la pauvreté sur les systèmes de production animale, indiquent que plus de 53% de la population est pratiquement associée aux activités d'élevage en Afrique subsaharienne, ce qui revient à dire que dans le continent, une personne sur deux tire partiellement ses revenus de l'élevage (ILRI 2002). Les données relatives à l'enquête statistique sur les ménages – les données recueillies à partir des questionnaires ventilés sur plusieurs sujets soumis à un échantillon des familles – indiquent également que la majorité des populations du monde rural sont, en quelque sorte des propriétaires de bétail. Au Ghana, par exemple, 50% des familles sont des propriétaires de bétail ; ces taux sont variablement de 77% à Madagascar, 63% au Malawi, 60% au Bénin, 46% au Nigéria (voir le Rapport de la FAO, à paraître; Kheralla et autres, 2001.).

L'élevage est la principale source de subsistance pour les ménages ruraux, car le bétail représente une source de nourriture, de revenus, d'engrais naturel ; il constitue également une force de traction et est exploité pour des services de transport ; il sert enfin d'instrument d'épargne, de garantie d'assurance et de capital social (voir Moll, 2005). Toutefois, la taille moyenne d'un troupeau familial varie entre 1 et 2 unités de bétail tropical (UBT) (voir le Rapport de la FAO, à paraître) et bien souvent, la contribution de l'élevage au revenu des ménages est marginale. (voir tableau 1).



Country	Region / District	Date of survey	Livestock % of hh income	Source
Bénin	L'ensemble, en milieu rural	1998/99	7	Kheralla <i>et autres.</i> , 2001
Botswana	Kgatleng, Kweneng	1991/92	49*	Panin, 1996
Burkina Faso	Plateau Central	2003	5	Wouterse & Taylor, 2008
Egypte	L'ensemble, en milieu rural	1997/98	12	Minot <i>et al.</i> , 2009
Egypte	L'ensemble,	1997/98	8	Adams, 1992
Ethiopie	Le Nord du Tigré	2006/07	9	Nega <i>et autres.</i> , 2009
Gambie	McCarthy, en amont du fleuve	1985	25	Russo, 1990
Ghana	L'ensemble, en milieu rural	1998	4	Pica-Ciamarra <i>et autres.</i> , 2011
Kenya	Kakamega	2004	7	Karugia <i>et autres.</i> , 2006
Kenya	Vihiga	2004	14	Karugia <i>et autres.</i> , 2006
Madagascar	L'ensemble, en milieu rural	1993	13	Pica-Ciamarra <i>et autres.</i> , 2011
Malawi	L'ensemble, en milieu rural	1998	5	Kheralla <i>et autres.</i> , 2001
Malawi	L'ensemble, en milieu rural	2004	9	Pica-Ciamarra <i>et autres.</i> , 2011
Mali	Sikasso, Koutiala	1994/95/96	24+	Abdulai et CroleRees, 2001
Mali	Delta intérieur du Niger	n.a.	42	Swift, 1982#
Mozambique	Monapo	1991	3	Tschirley et Weber, 1994
Mozambique	Angoche	1991	2	Tschirley et Weber, 1994
Nigeria	L'ensemble, en milieu rural	2004	5	Pica-Ciamarra <i>et autres.</i> , 2011
Nigeria	Etat de Kwara	2006	5	Babatunde, 2008
Sénégal	L'ensemble	2001/02	9	Kazybayeva <i>et autres.</i> , 2006
Tanzanie	Morogoro	2001	11	Ellis et Mdoe, 2003
Ouganda	Mbale	2001	3	Ellis et Bahigwa, 2003
Ouganda	Mubende	2001	12	Ellis et Bahigwa, 2003

\* Rien que les familles propriétaires de bétail; + Rien que les bovins; # Cité dans le Rapport de Bekure (1983)

Tableau 1: Contribution de l'élevage au revenu des familles en Afrique

La majorité des familles élèvent du bétail. Toutefois, la contribution des animaux de ferme au revenu des ménages est relativement faible. Ce constat autorise de conclure qu'il est impossible pour tous les éleveurs africains de se spécialiser dans l'élevage et dans l'exploitation de leurs animaux de ferme pour échapper à la pauvreté.

- Même si la répartition des compétences entrepreneuriales au sein de la population est tributaire d'une variété de facteurs, les données disponibles au niveau de l'ensemble du pays montrent régulièrement que lorsque les économies se développent, la population active compte de plus en plus de salariés (dans les économies des pays industrialisés le taux de la population active non salariée varie entre de 10 à 15%), et il est peu probable que tous les éleveurs soient disposés ou en mesure de mettre en place des fermes d'élevage rentables (voir le Rapport du BIT, 2011)
- Même si tous les éleveurs de bétail parviennent à prospérer dans leur secteur d'activité, le coût des intrants augmenteraient et les prix à la production baisseraient, ce qui entraînerait de fait la réduction de la rentabilité de l'élevage. Dans le présent scénario, le cheptel ne serait pas en mesure de jouer le rôle de principale source de subsistance pour la majorité des ménages en milieu rural (voir Bhagwati, 1958).
- La majorité des éleveurs d'Afrique peuvent être classés dans la catégorie des 'éleveurs marginaux', en raison du fait que la masse critique de leur cheptel/patrimoine est insuffisante pour produire régulièrement un excédent de têtes de bétail à partir de leurs troupeaux, et que leurs activités non agricoles ne leur permettent pas de compter sur les achats sur le marché pour leur garantir une alimentation adéquate. Le travail est leur principal atout, et la création de possibilités d'emploi dans les zones rurales est par conséquent la voie la plus fréquente pour



les sortir de la pauvreté (voir Upton et Otte, 2004).

- Seule une minorité de ces propriétaires de bétail sont qualifiés pour mériter l'appellation de 'petits éleveurs', en raison du fait qu'ils disposent des compétences et des ressources qui, avec la mise en place de cadres politiques et institutions appropriées leur permettraient de devenir des entrepreneurs prospères en mesure de produire et de vendre leurs excédents de production carnée et laitière. Ils pourraient, par ailleurs, créer des emplois pour les pauvres, compte tenu du fait que les activités d'élevage, tout au long de la chaîne d'approvisionnement, consomment intensément de la main d'œuvre non qualifiée, et contribuent à terme, à la croissance à une croissance inclusive du secteur de l'élevage, et de l'économie en général<sup>2</sup>.

#### 4. La demande des produits d'origine animale

Les petits éleveurs ont des possibilités de création des entreprises d'élevage rentables, en raison de la forte augmentation de la demande de produits d'origine animale sur le continent africain, du fait de l'effet combiné de la croissance démographique, du taux de croissance urbaine élevé et des changements de modes de vie qui s'en suivent, et de l'augmentation des revenus réels des ménages. Entre 1990 et 2007, par exemple, la consommation de la viande et des produits laitiers en Afrique a connu une augmentation de 2,9 et 3% par an (+5861 millions de tonnes et +14962 millions de tonnes respectivement), et pour l'ensemble des produits carnés et laitiers, les statisticiens prévoient des taux de croissance similaires au courant des prochaines décennies. A titre de référence, selon le Rapport conjoint de l'OCDE et de la FAO sur les perspectives agricoles pour la décennie 2009-2018, la consommation totale de la viande bovine en Afrique augmentera, chaque année de 2,4% entre 2009 et 2018 (2,34 pour l'Afrique subsaharienne) et

celle du lait et de ses produits dérivés de 4% par an (4,1% pour l'Afrique subsaharienne) (voir le rapport de la FAO, 2011; et le rapport conjoint de l'OCDE et de la FAO, 2009)

Il importe, toutefois, de noter que la croissance prévue de la demande des produits alimentaires d'origine animale semble essentiellement résulter de la croissance de la population - plutôt que de l'urbanisation ou des gains réalisés dans le revenu réel par habitant – en raison du fait que la consommation par habitant de produits d'origine animale devrait, en principe, augmenter légèrement en valeur absolue au courant des prochaines décennies. Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, par exemple, la consommation par habitant du lait, des viandes de bœuf, de chèvre, de mouton et de la volaille augmentera de - 0,1, 2,2, 0,4 et 0,7 kg entre 2000-2030, selon les données diffusées la FAO (voir les figures. 2 jusqu'à 5).

Fig.2. Consommation par habitant de viande bovine en Afrique subsaharienne, au Niger, en Tanzanie et en Ouganda entre 2000, 2015 et 2030

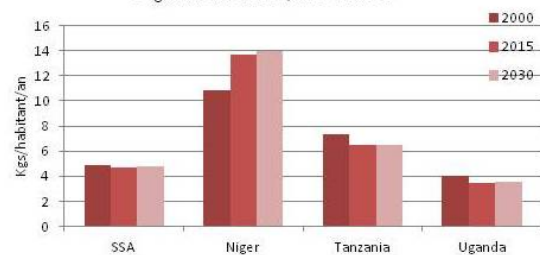
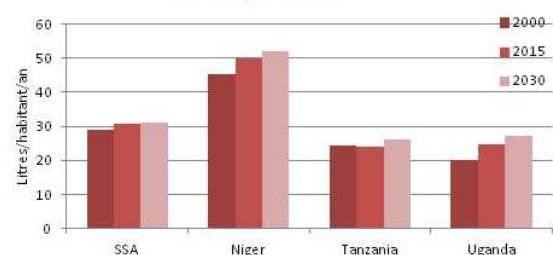


Fig.3. Consommation de lait par habitant en Afrique subsaharienne, au Niger, en Tanzanie et en Ouganda entre 2000, 2015 et 2030

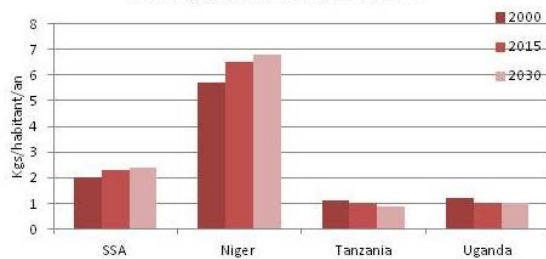


<sup>2</sup>Par exemple, le nombre d'emplois à plein temps créés par 100 litres de lait commercialisé varie entre 3,7 au Kenya et 17 au Ghana (voir Omoro 2002) ; Au Burkina Faso, les filières traditionnelles de commercialisation de bétail fournissent, selon les estimations, près de 60.000 emplois à plein temps (voir le Rapport de la FAO/CDI, 2003).

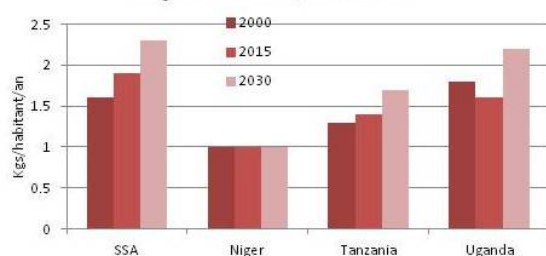
<sup>3</sup> Il n'est pas possible de déterminer les paramètres quantitatifs permettant de définir les petits éleveurs en raison du fait que la rentabilité de l'élevage ne dépend pas seulement du volume du cheptel familial et des compétences individuelles de l'éleveur, mais également du contexte dans lequel exploitent leurs troupeaux. Ce contexte diffère effectivement d'un pays à l'autre, et d'une région à l'autre au sein d'un même pays.



**Fig.4.** Consommation de viande caprine et ovine par habitant en Afrique subsaharienne, au Niger, en Tanzanie et en Ouganda entre 2000, 2015, 2030



**Fig.5.** Consommation par habitant de la volaille en Afrique subsaharienne, au Niger, en Tanzanie et en Ouganda entre 2000, 2015 et 2030



Dans les années à venir, la majorité des consommateurs africains continueront par conséquent à exiger des denrées alimentaires à valeur de transformation minimale relativement faible, en raison du fait que le revenu moyen par habitant des pays africains ne permettra pas au ménage ordinaire de modifier ses habitudes de consommation alimentaire pour privilégier les produits d'origine animale à forte valeur qui remplissent les critères d'hygiène et de qualité des pays à revenu élevé<sup>3</sup>. Cela représente une bonne occasion d'améliorer les revenus et les moyens de subsistance des petits éleveurs (et d'autres intervenants le long de la chaîne de valeur) qui, à court et à moyen terme, ne sont pas en mesure de fournir des produits alimentaires qui respectent les normes rigoureuses de qualité et d'hygiène/salubrité, telles que celles en vigueur dans les pays de l'OCDE.

<sup>4</sup>Au Kenya, par exemple, où les supermarchés sont parvenus à pénétrer le marché de la distribution plus que dans tout autre pays de l'Afrique subsaharienne (à l'exception de l'Afrique du Sud et peut-être de la Zambie), les grandes surfaces vendent des produits alimentaires de haute qualité représentant moins de 2% du marché national de vivres frais à la fin de l'année 2003. Pour parvenir à contrôler 10% du marché de la commercialisation des denrées alimentaires, les supermarchés doivent adopter un rythme de croissance annuelle de l'ordre de 20% en termes réels (Tschirley et autres., 2004a, 2004b).

## 5. La fourniture des produits d'origine animale

L'augmentation de la consommation d'aliments d'origine animale a été largement couverte aussi bien par la production nationale que par l'accroissement des importations. Toutefois, les éleveurs africains ont essentiellement augmenté leur offre des aliments d'origine animale par l'expansion du cheptel plutôt que par l'amélioration de la productivité (l'efficacité). Par exemple, entre 1990 et 2009, l'augmentation à hauteur de près de 96% de l'offre de viande bovine pourrait s'expliquer par l'augmentation des têtes de troupeaux ; Cette progression proportionnelle a été de l'ordre de 82% pour le lait, 89% pour la volaille, et 98% pour les viandes ovine et caprine. Dans les deux décennies consécutives, les importations nettes de viande et de lait sont passées de 379 millions de tonnes à 1.442 millions de tonnes, et de 4.127 millions de tonnes à 5.763 millions de tonnes respectivement (voir les données statistiques de la FAO, 2011).

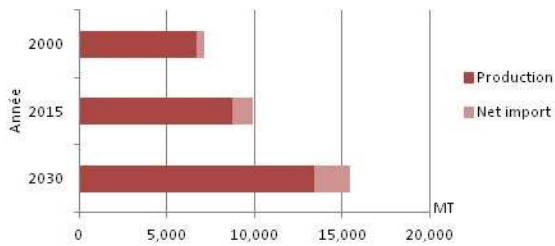
Selon les estimations également, les producteurs africains seront de moins en moins en mesure, entre 2000 et 2030, de satisfaire la demande croissante pour les produits alimentaires d'origine animale et seront confrontés à une grave détérioration, au fil du temps, de la balance commerciale nette aussi bien pour les produits carnés que pour les produits laitiers qui entraînera progressivement l'évasion accrue des monnaies nationales. Les échanges commerciaux intra-régionaux représentent moins de 10% des activités commerciales de l'Afrique car, dans une certaine mesure, les populations de l'Afrique subsaharienne vivent à l'intérieur du continent et sont contraintes à faire face aux coûts très élevés du transport des marchandises au départ des régions intérieures du continent à destination des zones côtières. Il en résulte que les échanges commerciaux se déroulent essentiellement entre les régions côtières du continent et les pays situés hors de l'Afrique<sup>4</sup> (voir Sachs et autres., 2004; CNUCED, 2009). Par ailleurs, en raison des entraves créées par les difficultés de se conformer aux exigences des normes sanitaires et phytosanitaires internationales,

<sup>5</sup>Les populations de l'Afrique subsaharienne ont tendance à vivre loin des régions côtières, pour plusieurs raisons: premièrement, les sols sont souvent plus fertiles et les précipitations plus abondantes dans les régions montagneuses de l'intérieur que dans les zones côtières ; ensuite, l'incidence des maladies, y compris celles des hommes, des animaux et des plantes, est intrinsèquement inférieure à l'intérieur du continent ; enfin, des siècles de traite négrière ont favorisé l'implantation des populations plutôt à l'intérieur du continent qu'en bordure des côtes (voir Sachs et autres., 2004).

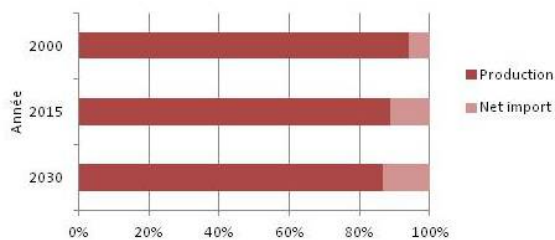


peu de pays africains sont des exportateurs nets d'animaux vivants et produits de l'élevage au niveau international.

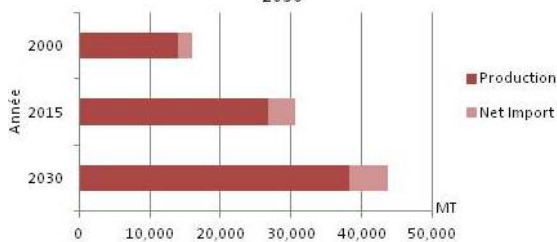
**Fig.6.** Production et importation nette de viande (en millions de tonnes) en Afrique subsaharienne entre 2000, 2015 et 2030



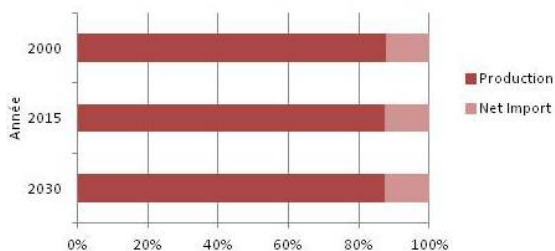
**Fig. 7.** Pourcentage de la production et de l'importation nette de viande en Afrique subsaharienne entre 2000, 2015 et 2030



**Fig.8.** Production et importation nette de lait (en millions de tonnes) en Afrique subsaharienne entre 2000, 2015 et 2030



**Fig. 9.** Pourcentage de la production et de l'importation nette de lait en Afrique subsaharienne entre 2000, 2015 et 2030



## 6. Le rôle déterminant des petits éleveurs et des échanges commerciaux intra-régionaux dans le développement du secteur de l'élevage

L'analyse que nous venons de faire donne à penser que la mise en place d'une stratégie à deux volets qui vise les petits éleveurs et dont l'ambition est de stimuler les échanges commerciaux intra-régionaux du bétail et des produits de l'élevage représente effectivement une voie prometteuse pour le développement du secteur du bétail qui, simultanément, permet de promouvoir la croissance économique et réduire les niveaux de pauvreté. Les investissements publics et privés bien orientés et conçus dans la perspective d'aider les petits éleveurs à améliorer leur productivité en puisant dans leurs ressources propres et en faisant appel à leurs compétences entrepreneuriales individuelles favorisera : (i) une plus grande offre de denrées alimentaires d'origine animale à des prix facilement abordables (ce qui se traduit par des gains en termes de revenu réel par habitant) ; (ii) la création d'emplois le long de la chaîne de valeur, et (iii) la croissance du marché du travail dans les autres secteurs d'activité sans rapport avec l'élevage. Ces investissements devraient avoir pour objectif d'abolir les difficultés les plus contraignantes qui empêchent les producteurs de mieux rentabiliser leur activité et de générer des excédents de produits carnés et laitiers (par exemple les maladies animales et l'accès limité à l'eau et à la nourriture pour le bétail) qui respectent les normes de qualité et de salubrité (d'hygiène) exigées par les consommateurs africains, qui sont différentes des normes SPS requises pour l'exportation sur les marchés de produits alimentaires des pays industrialisés. Par ailleurs, le lancement simultané des investissements en faveur des éleveurs marginaux ne doit pas être négligé, mais doit plutôt s'inscrire dans la perspective de la réduction de la vulnérabilité et du renforcement de la sécurité alimentaire et non dans celle du soutien de la croissance durable du cheptel orientée vers la satisfaction des marchés.

Les éleveurs ne bénéficient des mesures d'incitation qui les aident à accroître la production animale et améliorer leur rendement que s'ils ont accès à des marchés rémunérateurs. Compte tenu du fait que sur 53 pays africains, 15 seulement ont une population de plus de 20 millions d'âmes, et 28 autres ont une population inférieure à 10 millions de personnes (voir les statistiques de la FAO, 2011), la



plupart des pays n'ont pas des marchés intérieurs suffisamment grands qui leur permettent de développer leur propre industrie de bétail. Le développement des marchés africains intra-régionaux est, par conséquent, une condition préalable pour encourager la croissance du secteur de l'élevage. Dans bien des cas, les régions et les pays qui présentent un certain avantage comparatif dans la production animale, tels que les zones arides et semi-arides, ne sont pas densément peuplées, alors que les zones où la demande des produits d'origine animale est très sensible sont situées dans des régions où l'élevage n'est pas facilement praticable, notamment dans les régions humides et sub-humides des zones côtières. A titre d'exemple, les pays situés dans le secteur sud du COMESA présentent des avantages comparatifs dans la culture de fruits et légumes par rapport à leurs homologues du nord qui, par contre, jouissent des avantages comparatifs dans la production animale (voir Dimaran et autres, 2009) ; l'analyse des flux physiques d'échanges en Afrique de l'Ouest montre l'interdépendance qui prévaut entre les pays du Sahel et ceux de la côte : les céréales et les produits amylicés sont acheminés des régions côtières vers le nord, à l'inverse des produits d'origine animale qui empruntent la direction opposée (voir le Rapport de l'OCDE, 2008).

## 7. Conclusions

Le développement du secteur de l'élevage peut contribuer à la croissance économique et à la

réduction de la pauvreté en Afrique, comme viennent de le démontrer les analyses macroéconomiques et microéconomiques ci-dessus. Nous venons de voir simultanément qu'à l'heure actuelle, les deux facteurs, s'agissant aussi bien de l'offre que de la demande, présentent des possibilités intéressantes de croissance pour le secteur de l'élevage. Les investissements bien orientés des entreprises privées et du secteur public sont indispensables pour l'exploitation intégrale du potentiel du secteur de l'élevage en vue de soutenir le développement économique. Ces investissements devraient privilégier les petits éleveurs, notamment ceux qui sont en mesure de créer des entreprises d'élevage rémunératrices, d'offrir des denrées alimentaires d'origine animale à des prix abordables aux populations urbaines en pleine croissance, et de générer des possibilités d'emploi pour d'autres personnes le long de la chaîne de valeur. Il faudrait, en même temps, mettre en place des dispositions visant à faciliter les échanges commerciaux intra-régionaux fondés sur des avantages comparatifs des pays africains et des Communautés économiques régionales, car une telle initiative encourage la création des marchés rémunérateurs et bien dimensionnés pour les éleveurs et harmonise l'offre et la demande des denrées alimentaires d'origine animale, ce qui constitue une garantie certaine pour un développement durable du secteur de l'élevage orienté sur le marché.





## Références

- Abdulai, A. and A. CroleRees (2001) Determinants of income diversification amongst rural households in Southern Mali. *Food Policy*, 26(4): 437-452.
- Adams, R. H. (2002) Non-Farm Income, Land and Inequality in Rural Egypt. *Economic Development and Cultural Change*, 50(2): 339-363.
- Babatunde, R.O. (2008) Income Inequality in Rural Nigeria: Evidence from Farming Households Survey Data. *Australian Journal of Basic and Applied Sciences*, 2(1): 134-140
- Behnke R. (2010) The Contribution of Livestock to GDP in the IGAD Member States. IGAD-LPI Working Paper 02-10, IGAD-LPI, Addis Ababa.
- Bekure, S. (1983) Household income and expenditure studies. Paper presented at the IDRC/ILCA Workshop on 'Pastoral Systems Research in sub-Saharan Africa', ILCA, Addis Ababa.
- Bhagwati, J. (1958) Immiserizing Growth: A Geometrical Note. *Review of Economic Studies*, 25(3): 201-205.
- Dimaranan, B., S. Mevel, A. Bouet, M.J. Nzuma, S. Gbegbelegbe and J.T. Karugia (2009) A quantitative assessment of the COMESA customs union. ReSAKSS Working Paper No. 30. IFPRI, Washington, DC.
- Ellis, F. and N. Mdoe (2003) Rural Livelihoods and Poverty Reduction in Tanzania. *World Development* (31)8: 1367-1384.
- Ellis, F. and G. Bahigwa (2003) Rural Livelihoods and Poverty Reduction in Uganda. *World Development*, 31(6): 997-1013.
- FAO (forthcoming) Linking Livestock Sector Development and Poverty Reduction: An Economic and Policy Perspective. FAO, Rome.
- FAOSTAT (2011) [www.faostat.fao.org](http://www.faostat.fao.org). Accessed 14 February 2011.
- FAO/CDI (2003) Initiative élevage pauvreté et croissance, Burkina Faso. Unpublished document.
- ILO (2011) [www.laborsta.ilo.org](http://www.laborsta.ilo.org). Accessed 14 February 2011.
- ILRI (2002) Mapping Poverty and Livestock in the Developing World. ILRI, Nairobi.
- Karugia, J.T., W. Oluoch-Kosura, R. Nyikal, M. Odumbe and P.P. Marenja (2006) Access to Land, Income Diversification and Poverty Reduction in Rural Kenya. Paper delivered at the International Association of Agricultural Economists Conference, Gold Coast, Australia, August 12-18.
- Kazybayeva, S., J. Otte and D. Roland-Holst (2006) Livestock Production and Household Income Patterns in Rural Senegal. PPLPI Research Report 06-13, FAO, Rome.
- Kherallah, M., N. Minot, R. Kachule, B.G. Soule and P. Berry (2001) Impact of Agricultural Market Reforms on Smallholder Farmers in Benin and Malawi. Final Report. Project Number 97.7860.6-001.00, IFPRI, Washington D.C.
- Minot, N., M. A. Chemingui, M. Thomas, R. Dewina and D. Order (2009) Trade Liberalization and Poverty in the Middle East and North Africa. IFPRI, Washington D.C.
- Moll, H.A.J. (2005) Costs and benefits of livestock systems and the role of market and nonmarket relationships. *Agricultural Economics*, 32(2): 181-193.
- Nega, F., S. Marysse, E. Tollens and E. Mathijs (2009) Diversification, Income Inequality and Social Capital in Northern Ethiopia. Paper delivered at the 'Taking Action for the World's Poor and Hungry People' Conference, Beijing, 17-19 October.
- OCED (2008) Livestock and regional market in the Sahel and West Africa. Potentials and challenges. OECD, Paris.
- OECD-FAO (2009) Agricultural Outlook 2009-2018. OECD, Paris and FAO, Rome.
- Omoro, A. (2002) The importance of informal dairy markets and their role in employment generation: Examples from sub-Saharan Africa and South Asia. Paper presented at a Workshop on 'Prevention of Food Losses', Mombasa, Kenya.
- Panin, A. (1996) Profitability and income contribution of small ruminant production to rural African households: A case study of Kgatleng and Kweneng districts of Botswana. In S.H.B. Lebbie and E. Kagwini (eds.) Small Ruminant Research and Development in Africa. ILRI, Nairobi.
- Upton M. and J. Otte (2004) Pro-poor Livestock Sector Policies: Which Poor to Target? PPLPI Research Report 04-02, FAO, Rome.
- Pica, G., U. Pica-Ciamarra and J. Otte (2008) The Livestock Sector in the World Development Report 2008. Re-assessing the Policy Priorities. PPLPI Research Report No. 08-07, FAO, Rome.
- Pica-Ciamarra U., L. Tasciotti, J. Otte and A. Zezza (2011) Livestock assets, livestock income and rural households Evidence from household surveys. FAO, unpublished paper.
- Russo, S.L. (1990) The use of crop residues for livestock feed by small farmers in the Gambia. In B.H. Dzowela, A.N. Said, A. Wendem-Agenehu and J.A. Kategile (eds.) Utilization of research results on forage and agricultural by-product materials as animal feed resources in Africa. PANESA/ARNAB, Addis Ababa.
- Sachs, J.D., J. W. McArthur, G. Schmidt-Traub, M. Kruk, C. Bahadur, M. Faye and G. McCord (2004) Ending Africa's Poverty Trap. Brookings Papers on Economic Activity, 35(1): 117-240.
- Swift, J. (1982) Les systèmes de production pastoraux au Mali. First draft. ILCA, Addis Ababa.
- Tiffin R. and X. Irz (2006) Is agriculture the engine of growth? *Agricultural Economics*, 35(1): 79-89.
- Tschirley, D.L. and M.T. Weber (1994) Food Security Strategies Under Extremely Adverse Conditions: The Determinants of Household Income and Consumption in Rural Mozambique. *World Development*, 22(2): 159-173.
- Tschirley, D., M. Ayieko, M. Mathenge and M. T. Weber (2004a) Where Do Consumers in Nairobi Purchase Their Food and Why Does this Matter? The Need for Investment to Improve Kenya's 'Traditional' Food Marketing System. Tegemeo Institute Of Agricultural Policy and Development, Policy Brief, Egerton University.
- Tschirley, D., K.M. Muendo and M.T. Weber (2004b) Improving Kenya's Domestic Horticultural Production and Marketing System: Current Competitiveness, Forces of Change, and Challenges for the Future. Tegemeo Institute Of Agricultural Policy and Development, Working Paper 8B, Egerton University.
- UNCTAD (2009) Development in Africa. Strengthening Regional Economic Integration for Africa's Development. UNCTAD, Geneva.
- World Bank (2011) [www.dataworkdbank.org](http://www.dataworkdbank.org). Accessed 14 February 2011
- Wouterse, F. and J.E. Taylor (2008) Migration and Income Diversification. Evidence from Burkina Faso. *World Development*, 36(4): 625-640